

LE JOUR, 1951
1 Août 1951

TOUJOURS LES REFUGIES

La grave question des réfugiés de Palestine, il faut qu'on y revienne sans cesse. Ces pauvres gens dispersés dans les pays voisins ne peuvent être des réfugiés jusqu'à leur mort.

N'est-il pas temps de les ramener chez eux ou de leur donner un « foyer national » à leur tour ? Où les mettra-t-on ? Pas dans les pays surpeuplés à coup sûr. Il ne saurait être question de résoudre une crise en suscitant, le cœur léger, une crise plus profonde encore. Ce serait trop inhumain, trop coupable, trop dangereux enfin.

Deux pays paraissent plus indiqués que les autres pour établir les réfugiés qui voudraient s'installer chez eux. Ce sont la Jordanie et la Syrie.

La Jordanie actuelle a 50.000 kilomètres carrés environ ; c'est cinq fois le Liban pour une population à peu près égale à la nôtre. Tout Israël avec sa population, sa natalité, son émigration et ses rêves couvre actuellement un territoire de 30.000 kilomètres carrés en chiffres ronds. La Syrie a un territoire de 160.000 kilomètres carrés à peu près et sa population dépasse à peine trois millions.

La Syrie et la Jordanie ont maintenant une densité de population sensiblement pareille : disons vingt habitants au kilomètre carré, plus ou moins. Celle du Liban est six fois plus forte. Ici, sur nos dix mille kilomètres carrés, nous sommes cent vingt en moyenne, entassés et luttant pour la vie.

La préférence des réfugiés sera surtout pour la Jordanie et pour la Syrie ; pour la Jordanie parce qu'en aval, du côté de la mer, ils y seront encore chez eux ; en Syrie parce que du côté de l'Hermon et à l'est, ils trouveront encore un fort parfum de terre natale.

Il faut si l'on ne veut pas leur faire violence, tenir compte du penchant des réfugiés, de leurs possibilités d'adaptation ; on ne les traitera pas comme les troupeaux d'Abraham descendant vers la Terre Promise. Un homme dans le malheur reste un homme, s'il ne le devient davantage : c'est une pensée qui se tourmente, un cœur qui bat, une âme et une chair qui palpitent et qui souffrent.

Les réfugiés, sauf exception, n'iront pas en Iraq qui est pour eux une terre aussi étrangère que l'Iran. Ils iraient volontiers dans l'Egypte sinaïtique maritime jusqu'à la région de Gaza où, déjà, leur nombre pèse. Du côté africain, l'Egypte ne veut pas d'eux parce qu'elle, aussi, est surpeuplée et parce qu'elle ne ferait que préparer, dans un malaise endémique, un nouvel Exode. Les réfugiés n'iront évidemment pas au Yémen ou en Arabie Séoudite. Que reste-t-il (avec les Etats-Unis, si M. Truman y consent) sinon la Jordanie et la Syrie ?

Nous dirons, encore une fois, la Jordanie d'abord, parce que pour beaucoup, ce qu'on a sauvé de la Palestine arabe reste le climat natal ; ensuite, parce qu'une Jordanie qui

ne serait pas peuplée de la façon la plus dense resterait une convoitise permanente pour Israël. Cela nous paraît éclatant.

Limiter l'installation des réfugiés en Jordanie c'est faire le lit d'Israël et préparer l'invasion.

On serait fou, en Jordanie, de discuter le nombre des réfugiés.

Pour ce qui est de la Syrie, à la place du Gouvernement syrien et moyennant une compensation assez large, nous prendrions, pour des raisons qui sautent aux yeux, des réfugiés en nombre. Nous n'insisterons pas le cas étant tout à fait clair. Si l'on veut aboutir, il faut, il nous semble, traiter directement de la question avec le Gouvernement de Damas.

Il n'est plus permis devant le douloureux problème d'attendre que le temps le résolve. Il faut agir. Les représentants des nations-Unies s'honoreront en se hâtant ; ils feront œuvre politique aussi.